



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1378

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Laurent, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Luc Laurent. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, les cartes sont redistribuées en Europe. Ce qu'on appelait le miracle allemand, le modèle allemand, cette politique prétendument vertueuse et solidaire dont toute l'Europe devait s'inspirer, apparaît sous un jour nouveau. Les choix de l'Allemagne sont sous le feu d'une double critique. D'abord, le Trésor américain a rappelé leur danger pour l'économie mondiale. Ensuite, la Commission européenne, dans un accès de lucidité, vient de demander l'ouverture d'une enquête sur les excédents allemands qui déstabilisent l'euro bien plus que les errements grecs de naguère.

Les excédents commerciaux allemands sont certes le fruit d'un solide et séculaire modèle économique et social, mais ils résultent aussi d'une politique de déflation compétitive agressive, dépressive, solitaire et non-coopérative. Cette politique révèle les défauts originels de la monnaie unique, conduit l'Europe dans une impasse économique et nous pousse vers la déflation. L'Allemagne n'a pas à s'excuser d'avoir des entreprises performantes quand le patronat français choisit plutôt le créneau de la jacquerie (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), mais, par le dialogue et dans l'intérêt de tous – d'abord dans le sien –, l'Allemagne doit réévaluer son modèle et les politiques d'austérité qu'elle impose aux autres.

Les Allemands ont voté en septembre. L'accord de coalition prévoit la création d'un salaire minimum, ce qui témoigne d'une prise de conscience que le rapport de force électoral a facilitée.

Monsieur le Premier ministre, les députés du MRC sont partisans d'une réorientation en profondeur de la construction européenne et demandent qu'on mette fin à l'indifférence au taux de change d'un euro trop fort et trop cher. Monsieur le Premier ministre, comment envisagez-vous le dialogue franco-allemand au cours de cette année 2014 qui sera décisive pour l'Europe ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Monsieur le député, vous avez raison de dire que nous entrons, que nous devons entrer dans une nouvelle étape. Le Président de la République, dès sa prise de fonctions, le 15 mai 2012, a immédiatement agi pour la réorientation de l'Europe dans le sens de la croissance. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jacques Myard. Eh bien, c'est raté !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Nous avons réussi, ensemble, à stabiliser la zone euro. Je vous rappelle qu'il y a un peu plus d'un an on se demandait même si l'euro allait survivre ! Nous sommes maintenant entrés dans une nouvelle phase, avec de nouvelles perspectives de croissance, pour la France et pour l'Europe, mais il faut aller plus loin.

Effectivement, nous avons, au lendemain des élections allemandes, l'occasion d'une vraie discussion, pas seulement avec l'Allemagne mais aussi avec l'Allemagne, sur la réorientation de l'Europe. Ce qui se passe en ce moment est une chance à saisir. Le Président de la République, lors de sa dernière conférence de presse, a fait, vous vous en souvenez, toute une série de propositions sur l'avenir de la zone euro : accélération de l'union bancaire, qu'il faut absolument réussir, meilleure coordination des politiques économiques, volonté de créer une Communauté européenne de l'énergie.

M. Philippe Cochet. Ça a marqué les esprits !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Voilà un cadre, voilà une base, mais il faut passer, évidemment, à l'étape que vous évoquez. La Commission européenne a donné un avis sur les politiques économiques de tous les gouvernements. C'est utile, et il faut en effet éviter les distorsions de compétitivité. Vous avez salué les efforts faits, et nous n'allons pas nous plaindre que l'industrie allemande soit vigoureuse, qu'elle soit compétitive, qu'elle soit exportatrice, mais il faut aussi davantage d'harmonisation, en particulier sur le plan social. Même si nous sommes un marché unique, même si nous appartenons à la même zone monétaire, il ne faut plus de ces distorsions de concurrence qui s'apparentent, de la part de certains pays, à du dumping social.

Nous ne pouvons que saluer comme un signe positif ce qui se prépare dans le cadre des négociations en vue de la formation d'un gouvernement de grande coalition en Allemagne, autour de la mise en place d'un salaire minimum. En effet, quand certaines de nos activités économiques, je pense à l'agroalimentaire mais aussi à d'autres secteurs, sont en compétition avec des entreprises qui rémunèrent l'heure de travail à trois ou quatre euros, comment voulez-vous que nous soyons compétitifs ? Nous avons nos propres efforts à faire, et c'est ce que nous avons engagé avec le pacte de compétitivité, mais nous ne pouvons pas accepter cette situation sur le plan social.

L'Europe, ce n'est pas seulement la coordination des politiques budgétaires, c'est aussi la coordination des politiques d'investissement, c'est aussi la coordination des politiques sociales, non pas vers le bas mais vers le haut. Si un SMIC est instauré en Allemagne, alors il faut pousser plus loin, pour obtenir un SMIC européen. Il faut également demander la renégociation de la directive « travailleurs détachés », et Michel Sapin, lors de la prochaine réunion du conseil des ministres du travail, n'acceptera pas une modification au rabais. L'harmonisation sociale par le haut est une nécessité, pas seulement pour les droits des travailleurs, d'abord pour les droits des travailleurs, mais aussi pour la croissance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Des paroles, toujours des paroles !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Et je me réjouis, mesdames et messieurs les députés, qu'il soit prévu, dans la négociation de la grande coalition, qui peut préfigurer d'autres initiatives à l'échelle de toute la zone euro, que la politique s'oriente vers davantage d'investissement, notamment dans l'éducation, notamment dans la recherche, notamment dans les infrastructures.

M. Nicolas Dupont-Aignan. Bla bla !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. C'est ainsi que les excédents allemands seront utiles à l'Allemagne et aussi à toute l'Europe. Quand chacun investit davantage dans son pays, c'est toute l'Europe qui en profite. La réorientation de l'Europe est en marche, pour la croissance, pour l'emploi, pour la cohésion sociale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Laurent](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1378

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 novembre 2013](#)